



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 Avenue Didier Daurat  
CS 40331  
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 17/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STEF Logistique MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN**

4 avenue des Tuileries  
Eurocentre  
31620 Villeneuve-Lès-Bouloc

Références : -  
Code AIOT : 0006808096

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement STEF Logistique MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN implanté 4 avenue des Tuileries Eurocentre 31620 Villeneuve-lès-Bouloc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEF Logistique MIDI-PYRÉNÉES LIMOUSIN
- 4 avenue des Tuileries Eurocentre 31620 Villeneuve-lès-Bouloc
- Code AIOT : 0006808096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STEF est spécialisée dans les activités de « supply chain » du froid qui visent à faire le lien entre les zones de production et de consommation en assurant l'acheminement des produits frais et congelés thermosensibles.

Le site localisé dans la ZAC Eurocentre, 4 avenue des Tuileries à Villeneuve-lès-Bouloc, permet d'assurer les fonctions logistiques de transit des produits alimentaires dans le sud-ouest.

L'exploitation comprend deux cellules de stockage à une température négative de moins 25°C.

Les seules opérations réalisées sur le site sont de nature logistique : déconditionnement, stockage, picking et expédition. Les produits stockés sont exclusivement des produits finis alimentaires surgelés à destination des grandes et moyennes surfaces de distribution.

Le site est soumis au régime de :

- l'autorisation au titre de la rubrique n° 4735-1.a pour une quantité d'ammoniac présente sur le site de 3 475 kg,
- l'enregistrement pour un volume de 68 820 m<sup>3</sup> de stockage en installations frigorifiques au titre de la rubrique n° 1511,
- la déclaration pour la rubrique n°2921 (installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air) et de la déclaration pour la rubrique n° 2925 (atelier de charges).

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Listes des MMR	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 6.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Définition générale des moyens	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.7.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	AP Complémentaire du 17/02/2012, article 6.1	Sans objet
3	Surveillance et détection incendie	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.5.2	Sans objet
4	Détecteurs incendie	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.5.2.1	Sans objet
6	Alarmes incendie	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.7.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater le bon fonctionnement des dispositifs de prévention au risque incendie.

Quelques non conformités à l'arrêté d'autorisation ont été relevées et nécessitent des

compléments de la part de l'exploitant.

La visite a également permis de constater l'absence de reprise d'activité pour la cellule victime de l'incendie de décembre 2022 qui devrait être remise en service dans le courant de l'année 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2012, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées. L'exploitant tient constamment à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, l'état physique, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Il tient compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur et des rubriques de la nomenclature des installations classées.  Ces documents sont regroupés, accessibles et opérationnels. Ils sont tenus en permanence, de manière facilement accessibles, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté que l'installation ne stocke pas de matières dangereuses, uniquement des substances relevant de la rubrique 1511. Le volume présent sur site le jour de l'inspection était inférieur à 5000 m <sup>3</sup> et n'est pas amené à évoluer. Le site stocke environ 10 000 palettes de 2 m <sup>3</sup> maximum, maintenant ainsi un seuil inférieur à celui requis pour un enregistrement.  Une astreinte est assurée 24h/24. Les plans des installations sont disponibles sur le réseau ainsi que sous forme de dossiers spécifiques pour chaque entrepôt. L'outil de gestion WMS permet de suivre en temps réel les quantités de matières stockées. Un bureau de gestion de crise est installé à l'extérieur du bâtiment et permet l'accès à l'ensemble des informations et documents précités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Listes des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2012, article 6.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.  
Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Une convention établit les responsabilités entre les locataires et l'exploitant sur la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques ainsi que les contrôles et essais périodiques et la maintenance.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un document équivalent à un plan de défense incendie sous une forme simplifiée. Le suivi des équipements, notamment les détecteurs, est assuré via l'outil GMAO, et les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. Toutefois, en l'état, ces éléments ne répondent pas pleinement à la prescription. Aucune procédure spécifique aux mesures de maîtrise des risques (MMR) n'a pu être présentée lors de l'inspection, et aucune liste des MMR n'a été communiquée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant dresse une liste des MMR ainsi qu'une ou des procédures associées conformément à la prescription susvisée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Surveillance et détection incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

Conformément aux engagements de l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme au bureau d'exploitation et à l'astreinte.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

<p>La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un dispositif de détection incendie conforme à la norme APSAD R7, avec une déclaration de conformité et une note de calcul réalisées par une société spécialisée. Une étude d'implantation des détecteurs a été effectuée en fonction des risques, une attestation APSAD a été présentée lors de l'inspection.</p> <p>La liste des détecteurs des bureaux, locaux annexes et cellules a été fournie, mais l'inventaire global des détecteurs avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien associées n'a pas été dressé. Une vérification semestrielle est réalisée sur 50 % des appareils. La remise en service après un déclenchement intempestif est assurée par le responsable technique, son adjoint ou le directeur du site.</p> <p>L'exploitant ajoute que des déclenchements intempestifs ont eu lieu récemment, ceux-ci étant liés à des phénomènes de condensation, notamment dus aux entrées d'air humide dans la cellule sinistrée qui n'est plus en surgelé, entraînant des mises en dérangement du système. Ce phénomène sera solutionné totalement lors de la mise en froid de la cellule actuellement à l'arrêt.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Détecteurs incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.5.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage, la salle des machines, les bureaux et les locaux sociaux sont équipés d'un système de détection automatique incendie (de type détecteur optique de fumée ou DFHS...) conforme aux référentiels en vigueur. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et des cellules.</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions d'exploitation des stockages permettent de respecter les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation répond aux exigences susvisées.</p> <p>L'exploitant précise que la temporisation de l'alarme a été désactivée, une détection de fumée au niveau de la centrale actionne l'alarme incendie dans l'intégralité du bâtiment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Définition générale des moyens**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intervention des secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'exploitant transmet aux services d'incendie et de secours un document présentant l'ensemble du système de lutte contre l'incendie de son établissement (schéma de tous les réseaux, plan des égouts, plan des installations, nature des produits stockés, conditions de stockage, raison sociale du/des locataires, identification des moyens, procédures en cas de situation d'urgences...). Ce document est mis à jour après toute modification et une version actualisée est transmise aux services d'incendie et de secours. Une copie est adressée à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un POI "simplifié" (car non réglementaire) qui n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours (SDIS). Ce dernier ne semble pas avoir été actualisé, notamment en ce qui concerne la procédure de levée de doute qui est désormais indépendante de l'alarme, qui n'est plus temporisée. En l'état, les exigences de transmission et de mise à jour du document présentant le système de lutte contre l'incendie ne sont donc pas pleinement respectées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser son document d'urgence et de le transmettre au SDIS 31.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Alarmes incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 6.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des alarmes
<b>Prescription contrôlée :</b>  La détection incendie est raccordée à une centrale située au bureau d'exploitation et à l'astreinte.. Les détecteurs autonomes de déclenchement au niveau des portes coupe-feu des cellules sont asservis à la détection incendie et assurent la fermeture automatique des portes. Les détections en place dans les bâtiments (détection incendie, détections de gaz au niveau de la salle des machines ou des locaux de charge et détection intrusion) déclenchent une alarme sonore dans les locaux et sur l'astreinte. Des contrôles périodiques sont réalisés afin de vérifier le bon état de fonctionnement de l'ensemble des dispositifs. La télésurveillance est assurée en permanence.
<b>Constats :</b>

La détection incendie est raccordée à une centrale qui assure un déclenchement automatique et une levée de doute systématique par un intervenant sur site.

Les portes coupe-feu, dont certaines ont été remplacées après le sinistre de 2022, sont bien asservies à la détection incendie et se ferment automatiquement en cas de déclenchement.

L'alarme sonore se déclenche dans l'ensemble des locaux et active l'appel à l'astreinte.

Un contrôle périodique a été réalisé le 29 mai 2024 sans observation particulière.

La télésurveillance du site est assurée en permanence.

**Type de suites proposées :** Sans suite